

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**Nettoyage de la vitrerie intérieure et extérieure des  
bâtiments dépendant des sites du GHT Sud Bretagne et du  
GIP Bretagne Santé Logistique (2 lots)**













---

Date et heure limites de réception des offres :

**Lundi 12 mai 2025 à 14:00**

**Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS),  
Etablissement support du GHT Sud Bretagne  
Direction Achats et Logistique / Cellule marchés de territoire  
5 avenue de Choiseul - BP 12233  
56322 LORIENT  
Tél : 02.97.06.97.73  
✉ : [cellulemarches@ghbs.bzh](mailto:cellulemarches@ghbs.bzh)**

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Nettoyage de la vitrerie intérieure et extérieure des bâtiments dépendant des sites du GHT Sud Bretagne et du GIP Bretagne Santé Logistique (2 lots)
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Délai de validité des offres</b>	6 mois
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Défini par lot
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Définies par lot
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Négociation</b>	Avec

# SOMMAIRE

	Page n°
1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation .....	5
1.3 - Type et forme de contrat.....	5
1.4 - Décomposition de la consultation .....	5
1.5 - Nomenclature .....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	6
1.7 - Renouvellement.....	6
2 - Conditions de la consultation .....	6
2.1 - Délai de validité des offres .....	6
2.2 - Forme juridique du groupement .....	6
2.3 - Variantes .....	6
2.4 - Contrats réservés.....	6
2.5 - Développement durable .....	7
2.5.1 – Action d’insertion par l’économie et l’emploi.....	7
2.5.2 – Clause environnementale .....	7
3 - Conditions relatives au contrat.....	7
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	7
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
4 - Contenu du dossier de consultation .....	8
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	8
5.1 - Documents à produire .....	8
5.2 - Présentation des variantes .....	10
5.3 - Visites sur site .....	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
6.1 - Transmission électronique.....	11
6.2 - Transmission sous support papier .....	11
7 - Examen des candidatures et des offres.....	12
7.1 - Sélection des candidatures .....	12
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	13
8 - Renseignements complémentaires .....	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	13
8.2 - Procédures de recours .....	13
9 - Clauses complémentaires .....	13
9.1 - Prestations exceptionnelles et non listées au BPU : .....	13

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne le **nettoyage de la vitrerie intérieure et extérieure, de la menuiserie associée, des brise-soleil, des volets roulants et non roulants, des rebords de fenêtres des bâtiments dépendant du GHT Sud Bretagne (GHBS et EPSM Sud Bretagne CH Charcot) et du GIP Bretagne Santé Logistique.**

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- EPSM Sud Bretagne CH Charcot
- GIP Bretagne Santé Logistique

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS). Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre devra suivre l'exécution de l'accord-cadre.

**LIEUX D'EXECUTION** : (adresses en **Annexe 2**)

**Lot n° 1** – GHBS – Bâtiment principal de l'Hôpital du Scorff et Pôle Femme Mère Enfant (PFME), Lorient.

**Lot n° 2** – Tous les autres sites :

**GHBS :**

- Hôpital Villeneuve, Quimperlé,
- EHPAD et SSR de Bois Joly, Quimperlé,
- Service technique et SSIAD, Quimperlé
- CMP Dunant, Quimperlé,
- CMP Jean Baptiste Pussin, Quimperlé,
- Bâtiment de Kerglanhard, Quimperlé,
- EHPAD Tal Ar Mor, Moëlan sur mer,
- Service Addictologie hôpital du Scorff, Lorient
- Internat hôpital du Scorff, Lorient
- Maison des associations, Lorient,
- EHPAD de Kerbernès, Ploemeur,
- EUDO de Kerlivio, Hennebont,
- EHPAD La Colline, Centre Danvez, Hennebont,
- CH Kerdurand, Riantec
- EHPAD Ty AR Lann, Ty AR Prat, hôpital du Faouët,
- Bâtiment Médecine, hôpital du Faouët,
- Centre Institut de Formation des Professionnels de Santé (IFPS), Lorient.

**EPSM SUD BRETAGNE CH CHARCOT :**

- Sites intra à Caudan :  
Bâtiments 11, 12A (rdc), 12B, 14A, 21, 22A, 22B, 25, 31, 32 (rdc), 34 A, 34B, 35 (rdc), 52, 55, 56, 60, 63, 64, 66, 67, 70, 71, 72, 73A, 73B, 74, 76, 87, 88, 89, 90, 91, Pascal/Pussin
- Centre Ti Ar Vro, Hennebont,
- CPEA Pierre Thalbot, Hennebont,
- Unité de Soins de Longue Durée (USLD), Lanester,
- Centre Louis Le Guillant, Lanester,
- Centre de Thérapie Individuelle et Familiale (CTIF), Lanester
- Institut Ferdinand Thomas (IFT), Lanester,
- Equipe Mobile Intervention Suicide (EMIS), Larmor-Plage
- Centre Blanqui, Lorient
- CPEA Yves Racine, Lorient,

- Dispositif Ambulatoire Adolescents (DAA), Lorient,
- CPEA Kervenane, Lorient,
- Centre Ker Heol, Lorient,
- Centre Ker Nevez, Plouay,
- CPEA de Kéramont, Plouay,
- Centre Port Louis, Port Louis

#### GIP Bretagne Santé Logistique (BSL)

- Unité de production alimentaire, Caudan,
- Cuisine centrale, Quimperlé.
- Cuisine centrale, Le Faouët.

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant MAXI HT sur 4 ans
01	GHBS - Nettoyage vitrerie du Bâtiment principal de l'Hôpital du Scorff et Pôle Femme Mère Enfant (grande hauteur et accès difficile)	100 000 € HT
02	Nettoyage vitrerie de tous les autres sites Le lot n° 2 est réservé, en application de l'article L2113-12 du Code de la commande publique à des Entreprises Adaptées (EA) mentionnées à l'article L. 5213-13 du Code du travail, ou à des Etablissements et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales	120 000 € HT

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est pour les lots 1 et 2 :

Code principal	Description
90911300-9	Services de nettoyage de vitres

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

### 1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

### 2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour le(s) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Exigences minimales détaillées
01	Les variantes constituent des modifications, à l'initiative des soumissionnaires, des spécifications prévues dans les documents de la consultation. Elles doivent répondre aux exigences minimales prévues au dossier de consultation, tout en apportant une plus-value technique ou une moins-value financière.
02	Les variantes constituent des modifications, à l'initiative des soumissionnaires, des spécifications prévues dans les documents de la consultation. Elles doivent répondre aux exigences minimales prévues au dossier de consultation, tout en apportant une plus-value technique ou une moins-value financière.



**La réponse à la solution de base est obligatoire.**

### 2.4 - Contrats réservés

En vertu de l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique, les lots définis ci-dessous sont réservés aux entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail ou à des structures équivalentes, lorsque plus de 50% des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Lot(s)	Désignation
02	Nettoyage vitrerie de tous les autres sites (lot réservé)

Un acheteur ne peut réserver un marché ou un même lot à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13-1 du Code de la commande publique et aux opérateurs économiques mentionnés au premier alinéa de l'article L. 2113-14 du même code et qui ne satisfont pas à ces mêmes conditions.

## 2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental, dont le détail est indiqué dans le CCAP et le CCTP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

### 2.5.1 – Action d'insertion par l'économie et l'emploi

En application de l'article L2112-2 du code de la commande publique et dans le cadre du PNAD (Plan National des Achats Durables), une action d'insertion est demandée par le pouvoir adjudicateur à l'entreprise choisie.

Lot(s)	Désignation
01	GHBS - Nettoyage vitrerie du Bâtiment principal de l'Hôpital du Scorff et Pôle Femme Mère Enfant (grande hauteur et accès difficile)

**10 h réservées à des publics fragilisés sur le marché de l'emploi, validant les critères dit d'insertion professionnels et de qualification définis dans le CCAP, sont à réaliser par tranche de 10 000 euros HT de prestations / travaux engagés sur la durée du marché.**

Ce dispositif consiste à réserver, dans le cadre de l'exécution du marché, une partie du temps de travail nécessaire à la réalisation de la prestation au bénéfice de publics prioritaires rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage à réaliser une action d'insertion en vue de l'accès ou du retour à l'emploi de ces publics.

Dans le cadre de la consultation, dans le "mémoire clause sociale" fourni en **Annexe 3**, il est demandé à l'entreprise de s'engager sur les modalités de son choix permettant la réalisation de la clause d'insertion.

Les dispositions relatives à la clause d'insertion sont précisées dans la partie **Clause Insertion sociale et professionnelle** du cahier des clauses administratives particulières. Les conditions d'exécution sont précisées à l'acte d'engagement.

Pour toute information qui leur serait utile, les candidats peuvent contacter le facilitateur de clauses sociales d'insertion de la Mission Locale –Réseaux pour l'emploi – Pays de Lorient, **Geoffrey ARMENOULT**:

- **Par téléphone: 06 08 49 13 26**
- **Par mail : [g.armenoult@mllorient.org](mailto:g.armenoult@mllorient.org) / [clausessociales@mllorient.org](mailto:clausessociales@mllorient.org)**

### 2.5.2 – Clause environnementale

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental, dont le détail est indiqué dans les CCAP et CCTP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Budgets du GHBS, de l'EPSM Sud Bretagne CH Charcot et du GIP Bretagne Santé Logistique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement pour le GHBS et l'EPSM et 30 jours pour le GIP BSL.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **4 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **5 - Présentation des candidatures et des offres**

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **5.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
Pour le <b>lot n°2</b> , justificatif prouvant que le candidat est en règle au regard de l'article L. 5213-13 du code du travail concernant une entreprise adaptée ou à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles concernant un établissement et service d'aide par le travail (ou tout équivalent)

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
Certificat de Qualification Professionnelle - CQP Laveur de vitres spécialisé travaux en hauteur ou équivalent (cf. article 2.2 du CCTP)

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes
Le bordereau des prix unitaires (BPU – <b>Annexe 1</b> )
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
L'attestation de visite
Un relevé d'identité bancaire
Le mémoire clause sociale LOT 1 – <b>Annexe 3</b>

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

## 5.3 - Visites sur site

**Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.**

Les conditions de visites sont les suivantes :

L'objectif est pour le candidat de prendre connaissance des contraintes d'environnement et d'exploitation.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les visites de sites auront lieu :

- **LOT 1 - sites Scorff et PFME** : le **mercredi 23 avril 2025, de 09h00 à 10h30**, rendez-vous dans le hall d'accueil de l'hôpital Scorff – 5 avenue de Choiseul 56100 Lorient
- **LOT 2 - autres sites du GHBS** : le **jeudi 24 avril 2025, de 08h30 – 16h30**, rendez-vous à l'IFPS – 7rue des montagnes 56100 Lorient
- **LOT 2 - sites de l'EPSM et du GIP BSL** : le **vendredi 25 avril 2025, de 08h30 à 16h30**, rendez-vous à USLD Prat Er Mor : Av. de Prat ar Mor -56600 Lanester

Les candidats devront impérativement confirmer leur participation au plus tard le **vendredi 18 avril 2025 - 16h00** auprès de la Cellule marchés de territoire, par mail, à l'adresse suivante : [cellulemarches@ghbs.bzh](mailto:cellulemarches@ghbs.bzh), en précisant :

- . le nom de la société - ville ;
- . les noms et fonctions des personnes participant à la visite ;
- . un numéro de téléphone portable, en cas de besoin.

Il sera admis au maximum 2 participants par entreprise.

Après inscription, la Cellule marchés de territoire confirmera le rendez-vous par courrier électronique.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

## 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**GHBS - Cellule des marchés de territoire**

5 avenue de Choiseul - BP 12233

56322 LORIENT

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Les fichiers devront être nommés de façon abrégée (15 caractères MAXI pour chaque fichier ou dossier), éviter les sous-dossiers et les caractères spéciaux.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, pour l'ensemble des lots :

Critères	Pondération
1-Valeur technique évaluée sur la base du mémoire technique	45.0
1.1-Organisation de la prestation sur site (Planning des horaires d'intervention, mesures prises pour l'accompagnement du personnel intervenant, gestion de l'activité avec les services)	10.0
1.2-Moyens mis en œuvre pour le suivi de la prestation : avancement, information de non réalisation et solutions pour y remédier	10.0
1.3-Moyen matériels pour réalisation de la prestation en adéquation avec le besoin et la sécurité (nacelle, perche...)	5.0
1.4-Mesures prises pour évaluer la satisfaction client	5.0
1.5-Qualité et expérience du personnel dédié	5.0
1.6-Qualité du personnel encadrant	5.0
1.7-Modalités de contrôle interne	5.0
2-Prix des prestations	45.0
3-Performances en matière de protection de l'environnement, selon recommandations précisées à l'article 7 du CCTP	5.0
4-Performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté	5.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec un ou plusieurs candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les négociations pourront porter sur tous les éléments de la proposition, y compris le prix et se feront par écrit via le profil acheteur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes  
3 contour de la Motte  
35000 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :  
Greffé du Tribunal Administratif de Rennes  
3 contour de la Motte - 35000 RENNES

## 9 - Clauses complémentaires

### 9.1 - Prestations exceptionnelles et non listées au BPU :

En complément des prestations prévues au BPU, le pouvoir adjudicateur pourra demander des prestations de nettoyage supplémentaires (demande supplémentaire et/ou urgences éventuelles).

Il est demandé au candidat de préciser un coût horaire d'interventions (à indiquer au BPU et compléter l'acte d'engagement).

Un devis sera alors établi par demande sur la base de ce taux horaire et un bon de commande sera transmis pour validation de l'exécution des prestations.

Les bénéficiaires du marché, en travaux et constante restructuration, pourront demander ponctuellement des remises en état des locaux après réhabilitation. Ces travaux ne sont définis ni en surface, ni en nature de prestations. Ils feront l'objet de devis préalables acceptés par l'établissement et seront rattachés au marché.

Avant tout début d'exécution d'une commande, le prestataire et l'utilisateur effectuent une inspection commune des lieux de travail afin de délimiter les secteurs d'intervention, les zones à risques, les voies de circulation du personnel et globalement les risques professionnels. Les observations faisant suite à cette inspection sont consignées dans un procès-verbal « d'inspection préalable des locaux » signé par les deux parties.